

Robert Verdier

Né le 28 novembre 1910 à Saint-Girons (Ariège), mort le 27 février 2009 ; professeur agrégé de lettres.

Robert Verdier adhère à la SFIO après les émeutes du 6 février 1934. Il milite également à la Fédération générale de l'Enseignement.

Militant pacifiste et antifasciste, il rentre dans la résistance dès les débuts de l'Occupation, participe aux actions clandestines du mouvement socialiste, et à la reconstitution de la SFIO.

Il est élu député de la Seine en 1946, en 1951 et en 1956. En 1956, il devient président du groupe parlementaire socialiste, mais appartient à la minorité du parti qui s'oppose à la politique algérienne de Guy Mollet et de Robert Lacoste. Il vote ainsi contre les pouvoirs spéciaux demandés par Mollet en juillet 1957, et démissionne de la présidence du groupe parlementaire.

En juin 1957, au congrès de Toulouse de la SFIO, il présente la motion minoritaire, qui prône « la reconnaissance d'une façon claire et solennelle » de la *vocation nationale* de l'Algérie.

En 1958, à l'assemblée, il refuse de voter l'investiture du gouvernement de Gaulle.

En juillet, il participe à la création de l'Union des Forces Démocratiques (cartel électoral de la gauche non communiste s'opposant au retour du Général de Gaulle et appelant à voter NON lors du référendum de septembre 1958).

En septembre, Au congrès de la SFIO, il signe la motion « Pour que la SFIO redevienne un parti vraiment socialiste » (qui demande la démission des ministres socialistes et se prononce contre le cumul des fonctions de secrétaire général et de ministre), quitte le parti et participe à la création du PSA.

Lors des législatives de novembre 1958, il n'est pas réélu, et retrouve un poste de professeur. (Il exercera au lycée Buffon jusqu'à sa retraite, en 1976.)

En 1960, il fait partie du comité politique national du PSU, issu du congrès constitutif d'unification.

Il est réélu lors du premier congrès (Clichy, mars 1961)

Il fait partie du CPN et de la délégation permanente, au titre de la motion A (Pierre Bérégovoy) issue du 2° congrès (Alfortville, janvier 1963), responsable adjoint chargé de Tribune Socialiste. Mais il n'est pas réélu au 3° congrès (La Grange aux Belles, novembre 1963).

Durant toutes ces années, il écrit de nombreux éditoriaux et articles dans Tribune Socialiste, sous son nom ou sous son pseudonyme : Pierre Luquet.

Il est candidat du PSU aux élections législatives de novembre 1962 (où ses adversaires sont Jean-Marie Le Pen et René Capitant), et de mars 1967.

Encore membre du PSU, il avait participé à la création, avec Alain Savary et Pierre Bérégovoy, de l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche, qui s'intègre en 1967 à la Fédération de la gauche démocrate et socialiste ; et quitte le PSU après le 5° congrès (Paris, juin 1967)

Lors de la fusion de la FGDS avec la SFIO, qui donne naissance au nouveau Parti Socialiste en 1969, il soutient Alain Savary ; lui-même est secrétaire national aux relations internationales.

Après la signature du Programme Commun de gouvernement, il rejoint le courant majoritaire conduit par François Mitterrand. Il préside le comité directeur du PS de 1975 à 1979. Au congrès de Metz (1979) il signe la motion déposée par Pierre Mauroy, redevient donc minoritaire, et abandonne toute responsabilité dans le PS. Après son retrait de la vie politique, il milite à la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, et à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).